

LE NOUVEAU LYON

JOURNAL DES INTÉRÊTS COMMERCIAUX, INDUSTRIELS, AGRICOLES, SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES DE LA VALLÉE DU RHONE ET DE LA LOIRE

RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

5 Cent. le Numéro

« DES HAÏNES LE TEMPS EST PASSÉ »

(SHAKESPEARE)

Mercrèdi 26 Septembre 1894

ABONNEMENTS :

LYON, RHONE, LOIRE, SAONE-ET-LOIRE, AIN, ISERE 5 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS, CORSE ET ALGERIE 5 fr.
Les abonnements partent du 1^{er} et 16 du mois. Joindre 50 c. à tout changement d'adresse.
Les manuscrits, insérés ou non, ne sont pas rendus.

PREMIÈRE ANNÉE — N° 62

MERCREDI 26 Septembre 1894 — Sainte Justine

— DEMAIN SAINTS COME ET DAMIEN —

ADMINISTRATION, de 9 h. à 6 h. / Place des Terreaux, 7
RÉDACTION, de 3 heures à minuit.

ANNONCES COMMERCIALES, la ligne. 0.60 / RÉCLAMES, la ligne. 1.50
Prix divers pour les Annonces de moralité et de Dées.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Le NOUVEAU LYON rappelle à ses Actionnaires que la prochaine assemblée générale extraordinaire a été fixée au jeudi 27 courant, à 2 heures, au siège social, place des Terreaux, 7.

BULLETIN DU JOUR

(Par téléphone)

La candidature Waldeck-Rousseau

Signalons sous réserve du bruit d'après lequel M. Casimir-Perier aurait fait faire récemment des démarches auprès de M. Waldeck-Rousseau pour l'engager à accepter la candidature sénatoriale qui lui est offerte dans la Loire, avec la secrète pensée de le choisir comme président du conseil des ministres avant janvier.

La mission Monteil

La plupart des journaux, commentant la nouvelle du Gaire, suivant laquelle le colonel Colville aurait reçu de Londres l'ordre de marcher au devant de la colonne Monteil, considèrent cette information comme absolument invraisemblable.

L'escadre de réserve

Nous croyons savoir qu'à l'expiration du commandement qui vient d'être conféré au vice-amiral Gervais, c'est-à-dire dans un an, l'escadre de réserve sera désorganisée pour raison d'économie, d'abord, et, en outre, pour ne pas laisser se détériorer dans l'inaction d'excellents bâtiments légers de croisière.

Le but recherché est de n'armer en réserve que des navires absolument modernes, et le projet en ce moment à l'étude comporte, d'après nos renseignements, une catégorie de « rade » dans laquelle les sorties en escadre seraient très rares et les excursions d'unités très fréquentes en vue d'expérimenter complètement la nouvelle tactique de combat.

Notre Ambassadeur à Vienne

Il résulte de nos renseignements particuliers que le bail du palais Lobkowitz où est actuellement logé l'ambassadeur de France n'ayant pu être renouvelé aux mêmes conditions, l'ambassadeur a dû se préoccuper de trouver une autre installation.

Nous sommes en mesure d'affirmer que M. Lozé n'a encore fait aucune proposition au gouvernement, soit pour la location, soit pour l'achat d'un hôtel.

Cette dernière combinaison est d'ailleurs subordonnée à la condition que les charges qu'elle entraînerait resteront dans la limite des crédits actuellement affectés au loyer de l'ambassade.

Conférence internationale en Suisse

Voici la liste complète des Etats qui participeront à la conférence pour discuter la question de formation d'une Union internationale de publication de traités : France, Suisse, Autriche, Italie, Russie, Belgique, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Grèce, République Argentine, Etats-Unis, Libéria, Russie, Allemagne, Congo et Equateur.

Les trois dernières puissances se sont annoncées depuis vendredi.

La conférence ouvrira le 29 septembre, à 3 heures, sous la présidence de M. Lachenaud, chef des affaires étrangères.

Un Démenti

La nouvelle annoncée par la Petite République de ce matin, qu'un ancien consul, condamné à six ans de réclusion pour faux en écritures publiques, aurait été réintégré au ministère des affaires étrangères, est de tous points inexacte.

Dissolution de Conseil municipal

Le Conseil municipal de Saint-Frichoux (Aude) est dissout par décret du Président de la République.

Accident de Chemin de Fer

Un terrible accident s'est produit lundi matin sur la ligne du petit chemin de fer de Caumont, qui a servi aux manœuvres de fortification, entre les stations d'Anet et de l'Herminette, vers l'endroit dénommé le Camp de Bloye.

Les rivets d'une barre d'acier qui reliait entre eux deux wagons se sont brisés et une énorme charge de rails s'est effondrée sur les malheureux soldats qui se trouvaient sur ces wagons.

Dix soldats du 5^e génie ont été blessés, trois d'entre eux le sont assez grièvement pour que l'on n'ait pu les transporter à l'hôpital. L'un d'eux a les deux jambes brisées. Les autres ont été transportés à l'hôpital de Meaux dans le wagon réservé à la presse, lors du voyage présidentiel.

L'affaire Léauté-Lopin

Aujourd'hui a comparu devant la 8^e chambre correctionnelle, M^{lle} Léauté, inculpée de coups et blessures sur M. Lopin, employé à l'Hôtel de Ville, père du conseiller municipal de Paris.

M^{lle} Léauté, sur sa promesse formelle de ne pas recommencer à poursuivre M. Lopin, a été condamnée à un an de prison, mais avec application de la loi Bérenger.

L'assassinat de M. Barrère

Continuant les recherches provoquées par le récent article publié par M. Galopin dans le Soir au sujet de l'affaire Barrère, M. Franqueville a entendu la veuve de l'ancien préfet et M. Souffrain.

Retour de M. Ressaun à Paris

On mande de Rome que, malgré les bruits qui ont été répandus, aucun mouvement diplomatique n'est en préparation en ce moment, et que M. Ressaun rejoindra bientôt son poste à Paris.

La guerre sino-japonaise

On n'a pas reçu d'autres nouvelles du théâtre de la guerre en Extrême-Orient. Les Japonais ont décidé de profiter de leurs récents succès pour envahir la Mandchourie et diriger une attaque contre Moukden, la ville sainte de la dynastie qui régnait actuellement en Chine.

La ville de Moukden est défendue par une muraille extérieure qui a 18 kilomètres d'étendue. Une seconde muraille en terre entoure le centre de la place.

Par conséquent, la plus grande difficulté pour les Japonais sera de franchir la distance qui les sépare de Moukden. Pour arriver dans cette ville, les troupes japonaises doivent parcourir environ 150 kilomètres jusqu'à Wiju, sur la frontière de Corée.

De Wiju jusqu'à Moukden il y a également environ 150 kilomètres. Pour accomplir ces deux étapes les Japonais devront employer au moins une quinzaine de jours.

Il reste à savoir maintenant si ce délai ne sera pas suffisant pour permettre aux Chinois d'accomplir des secours de leur ville sainte. En tout cas il est certain que l'empereur de Chine ne négligera aucun effort pour défendre les tombeaux de ses ancêtres et empêcher qu'ils ne soient violés par l'étranger.

Russes et Chinois

Un télégramme officiel des autorités de la province d'Ussuri annonce qu'une forte bande de Chinois a pillé la section nouvelle de l'Ussuri du grand chemin de fer Sibérien et a massacré huit Russes.

Cette partie du chemin de fer Sibérien court le long de la rivière Ussuri, qui sert de frontière entre la Russie et la Chine.

Les courses de taureaux en Espagne

De sérieux désordres ont eu lieu aux courses de taureaux de Valladolid.

Le quadricelle de la Espada Guerrita ayant refusé de courir à cause de la pluie a été emprisonné.

Le mariage du grand-duc de Russie

On mande de Darmstadt que la Cour fait ses préparatifs en vue du mariage de la princesse Alice avec le grand-duc héritier de Russie.

La grande duchesse de Hesse, mère de la fiancée, n'étant pas en parfait état de santé, il se peut qu'une amputation ne se produise pas avant le nouvel an, que la date du mariage soit retardée de quelques semaines.

L'incident Italo-Serbe

Voici quelques renseignements sur l'incident qui avait donné lieu aux bruits d'une rupture entre l'Italie et la Serbie :

Depuis plusieurs semaines les rapports étaient tendus entre M. Zanichelli, ministre des affaires étrangères, et l'envoyé italien, baron de Galvagnac, lequel dut rejoindre son poste à Copenhague, sans pouvoir présenter ses lettres de rappel au roi Alexandre. M. Zanichelli n'ayant pas encore, au bout de huit jours, informé le roi de la demande en audience de congé du baron.

Le chargé d'affaires, M. Ranuzzi, se rendit, après le départ de M. de Galvagnac, chez le ministre des affaires étrangères, à qui il reprocha sa conduite.

Des gros mots furent échangés. M. Zanichelli mit M. Ranuzzi à la porte.

Les cercles diplomatiques donnent généralement tort à M. Zanichelli.

Le bruit avait couru de la démission de M. Zanichelli, mais cette démission est officiellement démentie.

Terrible explosion

Une terrible explosion, causée par l'imprudence d'un ouvrier, a fait sauter les ateliers de la poudrerie Sghlisselbourg, à St-Petersbourg.

Une personne a été tuée.

Une Décoration russe

Par un ukase impérial, M. Petreto, maire de la ville d'Ajaccio, a été nommé chevalier de l'Ordre de Saint-Stanislas de Russie (2^e classe).

Emprunt Espagnol

On a eu raison de ne pas croire à la conclusion d'un emprunt avec un grand établissement de Paris.

Un pareil emprunt ne sera possible qu'avec des garanties spéciales que le gouvernement pourrait obtenir des Cortes. Cet emprunt serait, comme on le dit, destiné à la consolidation de la dette flottante. Il n'est nullement certain que les Cortes accorderont lesdites garanties.

Autre part, on dément que le ministre des finances ait décidé de demander aux Cortes l'autorisation d'émettre un emprunt exclusivement en rente intérieure. L'on n'est encore décidé ni sur la date d'émission du futur emprunt, ni sur son montant, ni sur la forme sur laquelle il sera fait.

Il est faux que M. Sagasta ait déclaré à des journalistes espagnols que, en regard à la baisse du change sur l'étranger, il ait l'intention de ne pas maintenir le projet consistant à couvrir le secours aux Compagnies de chemins de fer.

Tout au contraire, le président du Conseil a décidé de convertir ce projet en loi dès la rentrée des Chambres.

Les élections bulgares

Les résultats des élections, bien qu'elles comprennent de nombreux hommes nouveaux dont la couleur politique n'est pas bien connue, prouvent néanmoins le plein succès du groupe des anciens conservateurs, à la tête duquel sont les ministres, MM. Natchovitch, Stouiloff et Grekoff.

D'après une statistique non officielle, sur 158 résultats connus, sont élus 117 candidats du gouvernement, dont 87 conservateurs et 3 radicaux. Du côté de l'opposition, 8 zankovistes, 27 unionistes (radicaux modérés), 3 karavelistes (un seul, d'après une autre version) et 3 socialistes.

L'échec du ministre Toucheff est confirmé.

Il y aura lieu de pourvoir à 15 sièges, par suite de l'élection des mêmes candidats dans plusieurs circonscriptions.

La santé du Czar

Les bruits qui ont circulé sur la maladie du Czar, sont absolument exagérés.

Il y a tout lieu de compter, pour la paix de l'Europe, comme pour le bonheur du peuple russe, sur le prompt rétablissement de l'empereur.

Les Times n'en continuent pas moins à se faire l'écho des rumeurs pessimistes sur la santé du czar. Il prétend qu'une certaine inquiétude règne à ce sujet. Les personnes qui ont vu le czar ont été, dit-il, très frappées du changement subit par le souverain.

Un complot

On serait sur la trace d'un complot révolutionnaire à Odessa.

Des arrestations et des visites domiciliaires ont été opérées.

L'EXCÈS EN TOUT

L'excès en tout est un défaut. A Lyon, la police a péché par excès de confiance, à Châteaudun, elle a péché par excès de défiance. Ceux qui ne l'ont pas vu ne pourraient s'imaginer le luxe de précautions dont a été entouré le voyage de M. Casimir-Perier. On aurait voulu isoler le nouveau chef de l'Etat de la population et lui faire croire qu'il était impopulaire, on ne s'y serait pas pris autrement.

Certes, après l'acte stupide de Caserio, il y avait des mesures à prendre pour empêcher le retour d'un aussi abominable crime, mais ces mesures pouvaient et devaient être discrètes ; au lieu de cela, on a traité ce doux pays du Perche, ce calme pays de Beauce, comme un repaire d'anarchistes.

Trois semaines avant la revue de Châteaudun, deux douzaines d'agents de la sûreté débarquaient dans la patriotique petite cité, où comme dans toutes les petites villes, chacun se connaît, où le moindre étranger faisant un séjour insolite, est l'objet de commérages sans fin.

Les agents sont donc venus, ils se sont installés dans les cafés, devant un bock ou un mazargan, l'œil fixé, la main appuyée sur le pommeau de leur canne, dévisageant tous les nouveaux venus. Au bout de 24 heures, les Dunois étaient fixés, les agents étaient brûlés, leur présence était connue de tout le monde, il aurait fallu être un anarchiste bien naïf pour se laisser pincer.

A mesure que le jour approchait, les précautions devinrent plus sévères ; on n'a pas le droit de le trouver mauvais ; par exemple la soirée de gala fut réservée aux gens de la ville, aux étrangers recommandés par eux, aux officiers ; jusque-là rien de mieux et la chose était d'autant plus naturelle que le théâtre d'une ville de 7.000 habitants étant fort exigü, on pouvait trier le public sur le volet. Mais l'apparat pour l'arrivée du président équivalait en somme à un escamotage. Non seulement l'entrée de la gare était interdite à tous ceux qui n'étaient point porteurs d'une autorisation de la maison du président, mais encore il n'y avait pas place derrière la haie de soldats. Les rues de Châteaudun, si elles sont longues et tirées au cordeau, sont étroites, les trottoirs ont à peine un mètre de largeur. On avait disposé les troupes sur les trottoirs, il restait donc peu de place pour le public, cependant assez restreint. Et l'on s'est étonné de la froideur de l'accueil des Dunois ! Des Dunois, il n'y en avait pas, sinon les habitants placés à leurs fenêtres, isolés les uns des autres, c'est-à-dire dans des conditions fort mauvaises pour donner carrière à l'enthousiasme.

Et cependant aucune ville n'est plus prompte à s'enflammer, je pourrais dire aucune contrée. Lorsqu'il fallut repousser l'invasion, ce ne furent pas seulement les habitants de Châteaudun qui se résolurent au sacrifice, avant eux deux villages, Varize et Civray avaient tué les cosaques allemands et avaient soutenu un combat en règle après lequel leurs maisons furent incendiées et les habitants fusillés par ordre du vainqueur. A Châteaudun même, quand l'ennemi forçait une barrière, après plusieurs heures de combat, parvint au cœur de la cité, les gardes nationaux se massèrent sur la place et, devant la mort qui venait, entonnèrent d'une voix grave et lente la sublime *Marseillaise* des grandes heures. Une voix s'éleva :

— C'est trop bête de mourir sans en tuer !

Et cette fois la *Marseillaise* changea de mesure, d'hymne grave elle se transforma en sonnerie de clairon qui fit ruer les défenseurs de Châteaudun sur l'ennemi obligé de reculer une fois encore.

Ce peuple dunois est donc sujet aux enthousiasmes ; s'il est resté contenu mercredi et jeudi, c'est qu'on semblait avoir voulu le tenir à l'écart. Pour aller à la revue, ce fut pis encore, car il n'y avait presque plus personne en ville, tout le monde étant au champ de manœuvres. Mais la route qui conduisait au terrain était noire de monde, puis des tribunes, des milliers de spectateurs se pressaient, venus de fort loin pour applaudir le président dont on aimait la cravache. Et voilà que le président était comme isolé, masqué aux populations. Il fallut y mettre de la bonne volonté pour acclamer le chef de l'Etat.

Et ce fut toujours ainsi. A la gare, à l'heure du départ, nul ne put pénétrer. La consigne était inflexible, narquoise et peu bienveillante pour le pauvre journaliste qui n'avait sur lui que des preuves d'identité, brutale pour la foule, polie, mais ferme pour les officiers les plus élevés en grade. Des généraux, des colonels obligés de prendre le train se sont vu consigner aux barrières par les gendarmes jusqu'après le départ du train présidentiel.

Ces faits n'ont pas été racontés par la presse qui les a peu vus, d'ailleurs, mais ils ont produit une impression très pénible parmi les populations. Nul n'osera peut-être le dire au président, car on a évidemment pris tant de précautions sans le consulter, et l'on s'applaudira de ce qu'il n'y ait pas eu de catastrophe. Mais qu'on y prenne garde, la pire catastrophe, c'est la désaffection. Le malheureux M. Carnot avait fait plus que quiconque pour faire aimer la République et attirer à elle les hésitants. Dans ses voyages, sa bonne grâce accueillante, ses discours empreints d'un patriotisme si pur, furent pour notre cause le meilleur des auxiliaires. Son successeur a les mêmes qualités, comme lui, il a un nom cher aux idées libérales ; comme lui il a un passé de nature à empêcher toutes les défiances ; ses premiers actes, ses discours de Châteaudun ont montré en lui le digne continuateur de M. Carnot. Le pays ne demande qu'à reporter sur lui l'affection et la vénération qu'on avait pour son prédécesseur. En le tenant à l'écart des populations par une frontière de police et de force armée, on s'expose à perdre tout le fruit de ces dispositions.

Faire des voyages dans ces conditions est donc chose au moins inutile. On ne s'expliquera pas dans le pays que les excursions présidentielles soient soumises à de telles précautions.

En somme, le drame de Lyon ne fut qu'une exception ; dans aucun de ses voyages, pas même à Toulon, où cependant les anarchistes sont quelque peu nombreux, on les a parfois ardens, M. Carnot ne fut menacé. Il est hors de doute qu'une surveillance discrète de la police aurait empêché le crime de la Bourse de Lyon ; la police en déployant un zèle extrême, comme aujourd'hui, espère-t-elle donc faire oublier sa faute d'alors ? Elle ne fait pas montre en cela d'une grande clairvoyance. Tous ceux qui ont vu Châteaudun ces jours-ci, tous ceux qui connaissent la disposition de la ville savent que, loin d'empêcher un nouvel attentat, on donnait aux anarchistes les moyens de recueillir. Je n'en dirais pas plus, mais il n'y avait pas d'anarchiste à Châteaudun, et c'est ce qui rend plus excessif le luxe de précautions qu'on a déployé.

Puisse la leçon ne pas être perdue. Ce qui fait la force de la République, c'est que son chef est un citoyen comme un autre, sorti des rangs par ses qualités morales, ses talents personnels et l'éclat des services rendus.

Du jour où l'on voudra tenir le président à l'écart et l'empêcher de prendre contact avec le pays, on aura porté à l'institution même de la présidence un coup funeste. Le rôle naturel du président de la République, c'est d'être l'expression de la nation dont il est issu, d'incarner le régime, de donner aux populations façonnées par un long atavisme à l'idée d'un chef suprême, le chef qui répond à cette conception, le jour où l'on croira que ce chef n'existe que par la protection de la police et les baïonnettes de l'armée, nous serons mûrs pour les pires aventures.

A. Dumazet.

Lettre Parisienne

Paris, 24 septembre.

On peut se demander si les grandes découvertes et les fameux progrès, dont le monde se vante, ont été un véritable bonheur pour l'humanité.

Si Christophe Colomb n'avait pas découvert l'Amérique, l'Europe ne subirait pas la terrible crise économique qui l'écrase.

Si la science n'avait pas découvert la dynamite et la poudre sans fumée, le monde n'en serait pas à entrevoir les plus terribles des massacres.

Si Stanley n'avait pas découvert les ténèbres de l'Afrique, il n'aurait pas donné prise aux grandes compétitions des puissances qui sont à la veille de se dévorer pour des territoires qu'on convoite, sans même les connaître.

L'Afrique est en ce moment le grand

péril pour la paix du monde et pour la richesse des peuples. L'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne, sont aux prises, se disputant les quatre coins de l'Afrique.

Pour le moment, on n'en est encore qu'aux polémiques de presse et aux notes diplomatiques. Mais les fusils sont prêts. Dieu veuille qu'on réussisse à ne pas les laisser partir !

On ne voit pas bien quels seront, quels pourront être les avantages de ces conquêtes. Les fameuses pépites d'or du Tonkin, personne ne réussit à les trouver ; le Congo, le Dahomey, l'Annam, n'ont donné que beaucoup de tracasseries et de grosses dépenses, sans autre profit pour la nation que la gloire, une chose excellente mais qui ne nourrit pas beaucoup.

L'Afrique pour le moment est à la veille de nous mettre au plus mal avec l'Italie ; la guerre de presse qui paraît finie des deux côtés des Alpes reprend de plus belle ; il n'y a rien de plus dangereux pour la paix et pour la bonne harmonie des deux pays. On dirait vraiment qu'il y a des personnes qui ont intérêt à soulever des discordes.

De Rome, on envoie à Paris des informations aussi inexactes que tendancieuses sur les idées du gouvernement italien. A Paris on ne s'occupe pas de contrôler ces nouvelles, d'en examiner le bien fondé ; on part en guerre ; de l'Italie on riposte ; et voilà le bon accord retardé par des manœuvres que je ne qualifie pas.

Elles ont plusieurs origines. D'abord l'ignorance. Pour se donner l'air d'être bien informé, on débite les bouffes les plus colossales. Ensuite il y a des D'Aragnan qui ne peuvent se passer de faire le moulinet. L'opposition en Italie, fait son métier d'opposition en jetant des bâtons dans les roues du ministère. En France on ne s'arrête pas à ces considérations et on accepte comme articles de foi des informations qui, en Italie, sont des farces des partis. En ce moment on a répandu le bruit que Crispi aurait subventionné les soldats malgaches pour résister aux troupes françaises. Est-il possible qu'une personne sérieuse puisse croire à de telles absurdités ?

A Paris on en prend motif pour attaquer sérieusement le gouvernement italien et on part en guerre pour l'Harar, pour Zelaï, pour Tripoli, ripostant que la France ne permettra pas leur occupation. Il faut pourtant bien admettre qu'une nation comme l'Italie a droit aussi bien que les autres aux expansions coloniales. Si entre l'Angleterre et l'Italie on s'arrange pour des territoires sur lesquels la France n'a rien à voir, pourquoi irait-on soulever des difficultés ?

La France aurait un très grand intérêt aux bonnes relations avec l'Italie ; pourquoi l'agacer en lui créant des embarras ? On reproche à l'Italie son alliance avec l'Allemagne ; est-ce bien le moyen de l'en séparer en la taquinant et en l'exaspérant ?

Il n'y a pas à se le dissimuler, la situation est redevenue très tendue depuis quelques jours.

Les questions avec l'Angleterre en Afrique et en Asie pullulent pour l'Egypte, pour le Nil, pour le Niger, pour le Congo. L'Italie qui voudrait défendre sa situation méditerranéenne s'unit à l'Angleterre, et voilà qu'on lui reproche l'alliance anglaise. De sorte que maintenant l'Afrique est un volcan qui pourrait bien commencer une éruption. La situation est d'autant plus anormale que le vrai reproche qu'on fit à l'Italie et à l'Angleterre est d'avoir des sympathies pour l'Allemagne. Et en même temps le rapprochement de la France avec l'Allemagne s'accroît et leurs intérêts deviennent solidaires de sorte qu'on en veut à l'Italie et à l'Angleterre, pour un fait dont la France nous donne l'exemple.

Si l'Afrique n'était pas découverte, toutes ces questions n'existeraient pas. Enfin, l'expédition de Madagascar va se faire, l'Italie certainement n'y mettra pas le nez, comme on dit. Dieu veuille que ce ne soit pas un nouveau Mexique. On croit que le corps expéditionnaire devra comporter au moins 20.000 hommes et que la dépense arrivera aisément à 100 millions. L'Afrique, coûte cher. Elle nous coûtera surtout cher en hommes, car le climat est meurtrier et on doit s'attendre à une mortalité excessive.

UN PARISIEN.

MORT DE M. HUMBERT

Nous apprenons la mort de M. Gustave Humbert, sénateur inamovible, ancien président de la Haute-Assemblée, ancien ministre et premier président de la Cour des Comptes.

M. Humbert est décédé à Beaulieu, près de Toulouse.

Démisionnaire avec ses collègues, M. Humbert fut élu vice-président du Sénat en janvier 1885 et depuis plusieurs fois réélu. Il se montra l'adversaire résolu du boulangisme.

M. Humbert avait été nommé, en 1869, premier président de la Cour des Comptes. Il était officier de la Légion d'honneur.

C'est un caractère sensible pour le parti républicain qu'il avait, depuis sa jeunesse, servi avec une inviolable fidélité, et dont il avait puissamment contribué à répandre les doctrines par la dignité de sa vie, l'élévation de son caractère, la fermeté et la modération de ses idées et l'autorité de son talent.

La nouvelle de la mort du premier président Humbert a été officiellement annoncée ce matin à la Chambre des députés, par

le secrétaire de la première présidence qui avait reçu une dépêche de M. Humbert fils.

La Chambre des députés a chargé M. Lagrange de Langres, son doyen, faisant fonction de président, de présenter à la famille de M. Humbert, l'expression des regrets de la Cour et aussi de faire connaître cette doublement nouvelle à MM. Bouchard Georges Héran, présidents de chambre, ainsi qu'à M. Renaud, procureur général.

M. Bouchard, doyen et président à la Cour des comptes, va, par suite du décès de M. Humbert, prendre le service et remplir les fonctions de président.

Les obsèques de M. Humbert auront probablement lieu à Beaulieu, près Toulouse, et, en ce cas, il n'y aurait pas de cérémonie publique à Paris.

L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR

En prévision de l'échec très probable si non certain de la mission diplomatique confiée à M. Le Myre de Vilers, on fait, au ministère de la marine, les préparatifs de l'expédition de Madagascar, qui aurait lieu au mois de novembre. Le ministre de la marine envoie quatre navires dans les eaux de Madagascar.

Nous avons déjà là-bas huit bâtiments qui sont : les croiseurs de troisième classe le *Hugon* et le *Primauguet*, ce dernier commandé par le capitaine Bienaimé, chef de la division navale ; les avisos *Papin* et *Rance* ; les canonnières *Lynx*, *Sagittaire* et *Etoile*, et enfin la *Corvèze*, ponton stationnaire du Diogo-Suarez.

A ces huit navires vont être adjoints à bref délai : le croiseur de troisième classe le *Dupetit-Thouars*, l'avisotransport la *Romanche*, les canonnières *Météore* et *Gabès* ; enfin, le *Hugon* doit être remplacé en octobre par l'avisotransport *Dumont-d'Urville*.

Nous aurons ainsi dans les eaux de Madagascar, outre le stationnaire *Corvèze*, onze navires prêts à prendre part aux opérations que l'on prévoit.

Le Voyage du Prince H. d'Orléans A MADAGASCAR

Tananarive, 30 juillet.

Je suis heureux de pouvoir, comme je vous l'avais promis, vous donner un résumé quelque peu succinct, mais exact, du voyage d'exploration que vient d'accomplir, en compagnie de MM. de Grandmaison et Terrot, Mgr le Prince d'Orléans.

Parti de Fénériv, comme je vous en avais informé, le 3 juillet, Monseigneur s'est dirigé immédiatement sur la province des Antsihanakas, qu'il a entièrement visitée. A Andraha, petit village situé sur le lac Alaotra, il a fait une halte d'une journée, la consacrant à des voyages en pirogue. A Ambatondrazaka, capitale des Antsihanakas, il a fait visite au gouverneur Rabenony ; il y avait, ce jour-là, grande fête chez cet officier hova à l'occasion de la circoncision d'un de ses fils.

Le Prince a pu, du balcon du Rova, assister aux danses hovas qui avaient lieu dans la cour. Les danseurs étaient tous habillés à l'europpéenne, tout comme les danseuses, qui portaient des robes confectionnées avec des étoffes aux couleurs voyantes. C'était assez curieux de voir au son de la musique, tourner tous ces pâtins grotesques, rendus plus ridicules encore par la façon dont ils étaient attifés.

A l'arrivée du Prince au Rova, comme à son départ la musique locale a joué la *Marseillaise*. Le Gouverneur, prévenu de l'arrivée des explorateurs par Rainandriamandry s'est montré très affable. Il a offert à Monseigneur, deux boucs qui ont été tués et partagés entre les porteurs.

D'Ambatondrazaka, les explorateurs ont visité la partie ouest du lac Alaotra, puis se sont arrêtés à Ambohitsombay, petit village Antsianaka situé à quelques heures plus sud que Farafavolana. De là, ils se sont dirigés encore plus à l'ouest, explorant une partie de la contrée non visitée encore par les voyageurs et dont le nom ne se trouve sur aucune des cartes publiées à ce jour ; puis ils se sont dirigés vers Anjoro, petit poste hova fortifié en raison des fahavalo qui viennent assez souvent faire des razzias dans les environs. Le Prince voulant franchir la montagne boisée qui est le partage des eaux pour se rendre chez les Sakalaves, ses porteurs

